

## **Ordonnance sur l'harmonisation des registres officiels (OReg)**

du 12.03.2008 (état au 01.01.2020)

---

*Le Conseil-exécutif du canton de Berne,*

vu les articles 2 à 4, 6, 14 et 15 de la loi du 28 novembre 2006 sur l'harmonisation des registres officiels (LReg)<sup>1)</sup>, l'article 8, alinéa 3 de la loi du 12 septembre 1985 sur l'établissement et le séjour des Suisses (LES)<sup>2)</sup> et l'article 18a de la loi du 28 mai 1911 sur l'introduction du Code civil suisse (LiCCS)<sup>3)</sup>,  
sur proposition de la Direction des finances,

*arrête:*

### **1 Dispositions générales**

#### **Art. 1** *Définitions*

<sup>1</sup> Dans la présente ordonnance,

- a \* Réseau longues distances: réseau de communications longues distances de l'administration cantonale,
- b EGID est l'identificateur de bâtiment conformément à l'article 6, lettre c de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes (loi sur l'harmonisation des registres, LHR)<sup>4)</sup>,
- c le terme événement signifie la modification d'un identificateur ou d'un caractère et la raison de cette modification,
- d EWID est l'identificateur de logement conformément à l'article 6, lettre d LHR,
- e RegBL signifie Registre fédéral des bâtiments et des logements,
- f le terme de communes regroupe les communes municipales et les communes mixtes,
- g OIO est le titre abrégé de l'Office d'informatique et d'organisation du canton de Berne,

---

<sup>1)</sup> RSB 152.05

<sup>2)</sup> RSB 122.11

<sup>3)</sup> RSB 211.1

<sup>4)</sup> RS 431.02

\* Tableaux des modifications à la fin du document

- h* \* IDE signifie numéro d'identification des entreprises selon l'article 3, alinéa 1, lettre a de la loi fédérale du 18 juin 2010 sur le numéro d'identification des entreprises (LIDE)<sup>5)</sup>;
- i* \* NA désigne le numéro d'assuré conformément à l'article 50c de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS)<sup>6), 7)</sup>
- k* \* ICI est le titre abrégé de l'Intendance des impôts du canton de Berne.

<sup>2</sup> Au surplus, les termes utilisés dans la LHR et la LReg s'appliquent par analogie à la présente ordonnance.

## **Art. 2**      *Droits d'accès*

<sup>1</sup> Les données traitées dans la plate-forme GERES et dans la GCP, les limites de l'accès et les droits d'accès sont régis par l'annexe 1 en ce qui concerne la plate-forme GERES, et par les annexes 2 et 3 en ce qui concerne la GCP.

<sup>2</sup> A moins que les annexes 1 et 3 ne contiennent une réglementation plus détaillée, les droits d'accès à GERES et à la GCP dont jouit une autorité habilitée valent également pour les services qui lui sont subordonnés hiérarchiquement. \*

<sup>3</sup> Les droits d'accès à GERES d'une commune et de ses organes ne s'appliquent en principe qu'aux données qui concernent les personnes établies ou séjournant dans cette commune (profil 2, annexe 1). Les communes peuvent consulter les données de toutes les personnes répertoriées dans la plate-forme GERES conformément au profil 2a pour en suivre les départs et les arrivées. De plus, les services sociaux régionaux peuvent consulter conformément au profil 2b les données de toutes les personnes qui font partie des communes de leur région. \*

<sup>4</sup> Les droits d'accès des communes bourgeoises, des paroisses, des différentes communautés religieuses reconnues de droit public et de leurs organes ne s'appliquent qu'aux données qui concernent les membres de la commune ou de la communauté concernée.

<sup>5</sup> Les droits d'accès n'autorisent à traiter les données personnelles que pour accomplir les tâches prescrites par la loi.

---

<sup>5)</sup> RS 431.03

<sup>6)</sup> RS 831.10

<sup>7)</sup> Ancienne lettre h

**Art. 3** *Comptes utilisateur*

<sup>1</sup> Les autorités habilitées exercent leurs droits d'accès par l'intermédiaire de leurs organes et de leurs membres. Ceux-ci disposent de comptes utilisateur GERES ou GCP personnels.

<sup>2</sup> Pour les systèmes d'information qui échangent des données avec la plateforme GERES ou avec la GCP, il est possible d'ouvrir des comptes utilisateur impersonnels.

<sup>3</sup> Les comptes utilisateur sont associés à des possibilités d'accès définies sous forme de profils détaillés dans les limites des droits d'accès des autorités concernées.

<sup>4</sup> ... \*

**Art. 4** *Réglementation des droits d'accès*

<sup>1</sup> Les autorités habilitées définissent dans les limites de leurs droits d'accès, pour elles-mêmes et pour les services qui leur sont subordonnés hiérarchiquement, au moyen d'une réglementation des droits d'accès, \*

*a* quels profils détaillés sont octroyés à quels membres d'autorités et à quels systèmes d'information,

*b* \* quels membres d'autorités peuvent demander à l'OIO ou à l'ICI l'ouverture, la modification ou la suppression de comptes utilisateur.

<sup>2</sup> Ce faisant, elles veillent à ce que personne ne dispose de plus de possibilités de traitement de données qu'il ne lui est nécessaire pour accomplir ses tâches.

<sup>3</sup> Elles communiquent à l'OIO, qui les publie sur internet, leur réglementation des droits d'accès et leurs profils détaillés ainsi que ceux des services qui leur sont subordonnés hiérarchiquement, de même que toute modification y relative. \*

<sup>4</sup> Les communes, les communes bourgeoises et les paroisses édictent la réglementation des droits d'accès sous la forme d'une ordonnance du conseil communal; les Directions et les autres services habilités l'édictent sous la forme d'une directive administrative.

<sup>5</sup> Des comptes utilisateurs ne peuvent être ouverts que sur la base des réglementations des droits d'accès et des profils détaillés que comprennent les profils définis aux annexes 1 et 2. \*

**Art. 5** *Abandon de certaines obligations de s'annoncer*

<sup>1</sup> L'annexe 4 détermine quelles données personnelles ne doivent plus être annoncées à quelles autorités dès lors qu'elles ont été communiquées au contrôle des habitants (contrôle des étrangers inclus) (art. 11, al. 1 LReg).

**2 Plate-forme GERES****2.1 Données des communes devant être transmises****Art. 6** *Fourniture des données*

<sup>1</sup> Les communes transmettent sur la plate-forme GERES les données conformément à l'annexe 1 des personnes établies dans la commune ou y séjournant, pour autant que les identificateurs et caractères correspondants soient gérés au contrôle des habitants, au contrôle des étrangers ou dans le registre des électeurs.

<sup>2</sup> L'OIO peut ordonner une nouvelle fourniture des données et donner aux communes l'instruction de vérifier la qualité des données de leurs registres en utilisant le service de validation de l'Office fédéral de la statistique. \*

**Art. 7** *Annonce de modifications*

<sup>1</sup> Une fois que les données ont été définitivement transférées, les communes transfèrent au fur et à mesure sur la plate-forme GERES les événements concernant les identificateurs et les caractères conformément à l'article 6, alinéa 1.

<sup>2</sup> Le transfert intervient: \*

- a \* 75 jours avant chaque votation et élection, pour les événements relatifs au registre des électeurs (données figurant dans l'annexe 1, chiffre 11),
- b en continu, mais au moins une fois par jour ouvré, pour tous les autres événements.

**2.2 Transfert des données par les communes****Art. 8** *Forme de transfert des données*

<sup>1</sup> ... \*

<sup>2</sup> Elles utilisent pour ce faire un logiciel de gestion de registre disposant d'une interface que l'OIO a certifiée pour le transfert des données sur la plate-forme GERES (art. 25).

**Art. 9** *Administration et correction des données*

<sup>1</sup> Le canton met gratuitement à la disposition des communes sur la plate-forme GERES un logiciel indépendant de la plate-forme qui leur permet d'administrer et de corriger les données transférées.

<sup>2</sup> Les communes vérifient les événements transférés au moins une fois par semaine au moyen de ce logiciel et corrigent les éventuelles erreurs constatées dans les registres concernés.

**Art. 10** *Accès au réseau longues distances \**

<sup>1</sup> L'accès au réseau longues distances est accordé aux communes. L'OIO peut, sur demande, octroyer un accès au réseau longues distances à d'autres services extérieurs à l'administration cantonale qui sont habilités à consulter des données de la plate-forme GERES ou de la GCP ou qui ont besoin de cet accès pour accomplir des tâches publiques. \*

<sup>2</sup> L'OIO fixe par voie de décision les conditions d'accès au réseau longues distances en respectant les dispositions suivantes: \*

- a \* pour les communes municipales et les communes bourgeoises désignées à l'article 14, lettre c, l'accès au réseau longues distances est gratuit via un raccordement et les limites du volume de prestations normal fixé par l'OIO. Tous les coûts de revient occasionnés au canton par des raccordements supplémentaires ou par l'utilisation du réseau longues distances par d'autres services doivent être remboursés;
- b les conditions d'accès à BEWAN définissent la nature et le volume de l'équipement mis à la disposition de la commune pour accéder à BEWAN en fonction de la taille de cette dernière;
- c \* elles précisent en outre les mesures pour garantir la sécurité de l'information et la protection des données ainsi que les charges que le service utilisant BEWAN doit respecter en matière de sécurité. Les charges correspondent par analogie à celles qui s'appliquent aux services de l'administration cantonale raccordés à BEWAN.

**Art. 11** *Contribution de conversion*

<sup>1</sup> Une fois que les données ont été définitivement transférées, le canton paie aux communes le montant unique de 2,18 francs par ensemble complet de données des habitants transféré.

<sup>2</sup> Ce droit s'éteint si les données n'ont pas été définitivement transférées le 30 septembre 2009. En cas de retard non imputable aux communes, l'OIO peut prolonger ce délai d'un an au maximum par voie de décision.

### 2.3 Fourniture de données visant à assister l'harmonisation des registres

#### **Art. 12** *Fourniture de données conformément à l'article 8, alinéa 3 LES*

<sup>1</sup> Le conseil communal peut, par voie de décision, obliger des services industriels à transmettre régulièrement et gratuitement à la commune les données nécessaires à la détermination et la mise à jour de l'EWID des personnes établies ou séjournant dans la commune.

<sup>2</sup> La décision présume que

- a les services industriels fournissent leurs prestations sur le territoire de la commune,
- b les services industriels gèrent les données exigées dans le cadre de leur activité,
- c les circonstances permettent de penser qu'il est possible d'exiger que les services industriels fournissent ces données.

<sup>3</sup> La décision précise les données à communiquer, le groupe de personnes concerné ainsi que la forme et la périodicité du transfert de données.

<sup>4</sup> Lorsqu'un service industriel ne fournit pas les données exigées, la commune peut, en plus d'autres mesures de contrainte administrative, percevoir auprès de celui-ci des émoluments dépendant du montant des frais que la détermination et la mise à jour de l'EWID entraînent pour la commune.

<sup>5</sup> Si une commune le demande, l'OIO peut exploiter une plate-forme électronique plus sûre pour le transfert des données conformément au présent article, qui permette également le transfert de données sous forme ordonnée systématiquement selon des normes reconnues.

#### **Art. 13 \*** ...

#### **Art. 14 \*** *Consultation de données de GERES par d'autres unités administratives*

<sup>1</sup> Les autorités suivantes ont accès aux données traitées sur la plate-forme GERES en procédure d'appel ou en procédure d'annonce dans les limites de leurs droits d'accès conformément à l'annexe 1: \*

- a \* dans le champ d'activité de la Chancellerie d'Etat: le Domaine des droits politiques et ses mandataires, pour la mise en place du vote électronique;
- b \* dans le champ d'activité de la Direction de l'économie publique:
  - 1. \* l'Office de l'agriculture et de la nature, pour l'accomplissement de ses tâches en matière de protection des animaux,

2. \* l'Office de l'économie bernoise, Service de l'emploi, pour la vérification du droit des demandeurs et demandeuses d'emploi aux prestations;
- c \* dans le champ d'activité de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale:
1. \* l'Office du médecin cantonal pour l'examen des demandes de garantie de prise en charge des frais pour les traitements fournis à l'extérieur du canton à des personnes au bénéfice d'une assurance-maladie domiciliées dans le canton, conformément à l'article 41, alinéa 3 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>8)</sup> et l'Office des hôpitaux pour la gestion des factures pour les traitements fournis à des personnes domiciliées dans le canton de Berne qui doivent être cofinancés par le canton en vertu de la LAMal ou de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (LAI)<sup>9)</sup>,
  2. \* la Centrale d'appels sanitaires urgents au sens de l'article 82 de la loi sur 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH)<sup>10)</sup>, pour l'identification des patients et patientes ainsi que des membres de leur famille,
  3. \* la gestion administratives des patients des hôpitaux figurant sur la liste cantonale conformément à l'article 17, alinéa 1 LSH, pour l'exécution de leur obligation légale de prendre en charge et de soigner, et acquérir les données sur les patients nécessaires à cet effet,
  4. \* les points d'appui des centres de puériculture compétents en fonction du domicile de l'enfant visés à l'article 71, lettre a de la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc)<sup>11)</sup>, pour entrer en contact avec les mères et les pères,
  5. \* l'Université de Berne, Institut de pathologie, pour la tenue du registre des tumeurs,
  6. \* la Ligue bernoise contre le cancer pour la réalisation du programme de dépistage du cancer du sein réalisé par mammographie;
- d \* dans le champ d'activité de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques:
1. \* les bureaux du registre foncier, pour pouvoir évaluer les demandes d'exonération de l'impôt sur les mutations,
  2. \* les préfectures, pour l'exécution de leurs tâches concernant les successions et l'état civil, ainsi qu'en matière de violence domestique,

---

<sup>8)</sup> RS 832.10

<sup>9)</sup> RS 831.20

<sup>10)</sup> RSB 812.11

<sup>11)</sup> RSB 860.1

3. \* les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte, pour l'accomplissement de leurs tâches légales,
  4. \* les communes bourgeoises d'Aarberg, de Berne (corporations comprises), de Bienne, de Bözingen, de Berthoud et de Thoune, pour l'exécution de leurs tâches dans le domaine social,
  5. \* les paroisses et les paroisses générales des Eglises nationales, pour la gestion de leur registre des membres et des électeurs,
  6. \* l'Office des assurances sociales pour la surveillance dans le domaine de l'assurance obligatoire des soins et pour la mise en œuvre de la réduction des primes,
  7. \* la Caisse de compensation du canton de Berne pour l'exécution de la législation dans ses domaines d'activité;
- e \* dans le champ d'activité de la Direction de la police et des affaires militaires:
1. \* la Police cantonale, pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées en vertu de l'article 1, alinéa 1 de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol)<sup>12)</sup>,
  2. \* l'Office de l'exécution judiciaire, pour l'accomplissement des tâches d'exécution judiciaire,
  3. \* l'Office de la population et des migrations, pour la délivrance des documents d'identité et pour l'accomplissement des tâches qui lui incombent en matière d'état civil et du Service des migrations,
  4. \* l'Office de la circulation routière et de la navigation, pour l'établissement et le retrait de permis et d'autorisations ainsi que pour l'accomplissement des tâches qui lui incombent dans le domaine de la perception d'impôts de circulation et d'émoluments,
  5. \* l'Office de la sécurité civile, du sport et des affaires militaires pour le recrutement des personnes astreintes au service de défense et au service civil ainsi que pour l'exécution des prescriptions sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir;
- f \* dans le champ d'activité de la Direction des finances: l'ICI, pour procéder à la taxation fiscale, après validation spéciale des données correspondantes par les communes; la région Berne-Mittelland de l'ICI a en outre accès au caractère Lieu d'origine pour la taxation des employés du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) domiciliés à l'étranger, le domaine Support aux communes de l'ICI a accès à l'ensemble des caractères;

---

<sup>12)</sup> RSB 551.1

- g* \* dans le champ d'activité de la Direction de l'instruction publique:
1. \* le Secrétariat général de la Direction de l'instruction publique, pour la planification, l'évaluation et la saisie des statistiques en matière de formation,
  2. \* l'Office des services centralisés de la Direction de l'instruction publique, pour le calcul des subsides de formation,
  3. \* l'Office de l'enseignement secondaire du 2<sup>e</sup> degré et de la formation professionnelle, pour le relevé des besoins en formations transitoires;
- h* \* dans le champ d'activité des autorités de justice:
1. \* les tribunaux civils et pénaux ainsi que le Ministère public, pour l'enregistrement des données des participants aux procédures,
  2. \* le Service de coordination chargé du casier judiciaire et des profils d'ADN de la Direction de la magistrature, pour la saisie de données dans le casier judiciaire informatisé VOSTRA.

*i-v* \* ...

<sup>2</sup> Lorsque l'habilitation à appeler des données de GERES porte uniquement sur les données d'un ensemble limité de personnes et qu'il n'est pas possible de déterminer clairement si une personne fait ou non partie de cet ensemble, il convient d'appeler les données comme suit: \*

- a* \* Le service appelant identifie la personne dont il veut appeler les données à l'aide de son NA. S'il ne dispose pas de celui-ci, il doit le faire au moins à l'aide du nom, du prénom et de la date de naissance de la personne.
- b* \* La plate-forme GERES transmet au service appelant, dans les limites de sa demande et du droit d'accès dont il dispose, les données de la personne ainsi désignée.
- c* \* L'OIO contrôle la plausibilité des demandes régulièrement, au minimum tous les trois mois, en procédant à des sondages. En cas de suspicion d'abus, il bloque l'appel des données par le compte utilisateur concerné jusqu'à ce que le droit d'accès du service appelant soit établi.

<sup>3</sup> Les règles de traitement spécifiées à l'alinéa 2 s'appliquent aux services appelants suivants: \*

- a* les paroisses et les paroisses générales,
- b* les communes bourgeoises,
- c* l'autorité bourgeoise de protection de l'enfant et de l'adulte.

## 2.4 Numéro de logement \*

### **Art. 14a \*** *Numéro administratif de logement*

<sup>1</sup> Les communes peuvent attribuer un numéro administratif de logement et le gérer dans le registre des habitants (contrôle des étrangers inclus).

<sup>2</sup> Elles transmettent ce numéro au service chargé de la tenue du RegBL en tant que «numéro de logement du canton ou de la commune», conformément à l'article 5, alinéa 2, lettre c de l'ordonnance du 31 mai 2000 du Conseil fédéral sur le Registre fédéral des bâtiments et des logements<sup>13)</sup>.

<sup>3</sup> Elles peuvent mandater des tiers pour attribuer les numéros et procéder à l'affectation de personnes aux logements qui est nécessaire pour la tenue des registres officiels.

### **Art. 15** *Numérotation physique des logements \**

<sup>1</sup> Les communes peuvent faire placer le numéro administratif de logement sur tous les logements se trouvant sur leur territoire, ou sur certains seulement. \*

<sup>2</sup> Le schéma de numérotation ainsi que la conception et le placement des plaques numérotées obéissent aux recommandations de l'Office fédéral de la statistique.

<sup>3</sup> Les propriétaires des logements et les personnes qui y logent ont l'obligation d'accorder aux personnes chargées de la numérotation l'accès jusque devant la porte du logement et de leur indiquer le nom et le prénom des personnes qui y habitent.

<sup>4</sup> Ils ont l'obligation d'informer la commune en cas de détérioration ou de disparition des plaques numérotées.

## 2.5 Surveillance

### **Art. 16**

<sup>1</sup> La surveillance des communes dans le domaine de la législation sur l'harmonisation des registres officiels obéit à la législation sur les communes.

---

<sup>13)</sup> RS 431.841

### 3. Gestion centrale des personnes (GCP)

#### Art. 17 *But* \*

<sup>1</sup> La Gestion centrale des personnes (GCP) sert à l'exécution de la législation sur les impôts et aux services désignés à l'article 18, alinéa 2, pour accomplir les tâches que leur prescrit la loi. \*

<sup>2</sup> L'annexe 2 indique les données gérées dans la GCP et décrit les profils d'accès existants. \*

#### Art. 18 *Utilisation* \*

<sup>1</sup> La GCP est utilisée par l'ICI et les autorités communales des impôts. \*

<sup>2</sup> Les systèmes et autorités suivants y ont en outre accès : \*

a \* le registre foncier électronique,

b \* les autres systèmes de données sur les immeubles de l'administration cantonale, notamment les applications de la mensuration officielle,

c \* le système de l'Office des assurances sociales pour l'exécution de la LA-Mal et pour l'exécution de la réduction des primes,

d \* les applications des offices des poursuites et faillites,

e \* ...

e1 \* les systèmes d'informations financières de l'administration cantonale et des établissements cantonaux de droit public,

f \* l'Office du registre du commerce,

g \* ...

g1 \* le Tribunal administratif,

h \* la Commission des recours en matière fiscale,

i \* le Bureau d'encaissement des amendes des autorités judiciaires,

k \* l'Office de la circulation routière et de la navigation.

<sup>3</sup> Les droits d'accès dont disposent les services mentionnés aux alinéas 1 et 2 sont réglés à l'annexe 3. \*

#### Art. 19 *Comptes utilisateurs* \*

<sup>1</sup> L'ICI ouvre des comptes utilisateurs auxquels sont affectés des droits d'accès individuels. \*

<sup>2</sup> Les Directions, la Chancellerie d'Etat et la Direction de la magistrature désignent, dans une directive administrative conformément à l'article 4, alinéa 4, \*

a \* les profils affectés aux membres d'autorités et aux systèmes d'informations, et

b \* les membres d'autorités de l'ICI qui peuvent demander l'ouverture, la modification et la suppression des comptes utilisateurs.

<sup>3</sup> Elles communiquent à l'ICI la réglementation des droits d'accès et toutes les modifications de ceux-ci. L'ICI publie les règles concernant les droits d'accès sur internet. \*

<sup>4</sup> Les responsables de l'autorité communale des impôts, l'administrateur ou l'administratrice des finances de la commune ou le ou la secrétaire communale déposent les demandes d'ouverture, de modification ou de suppression de comptes utilisateurs au nom de l'autorité communale des impôts. Les responsables de l'autorité des impôts ainsi que les collaborateurs et collaboratrices de celle-ci disposent des droits d'accès conformément à l'annexe 3. \*

**Art. 20**      *Sécurité de l'information et protection des données* \*

<sup>1</sup> L'ICI exploite la GCP. Elle est responsable de la sécurité de l'information et de la protection des données. Elle définit les exigences concernant le traitement des données et est responsable de la suppression des données. \*

<sup>2</sup> L'ICI prend des mesures appropriées aux plans technique et organisationnel pour que seuls les services et les personnes habilités accèdent à la GCP. Elle peut édicter des instructions à cet effet. Elle veille en particulier à garantir les points suivants: \*

a \* protection contre les accès et les modifications: une authentification sécurisée des personnes et services habilités ainsi qu'une description détaillée de leurs droits de lecture et d'écriture respectifs empêchent la consultation, la communication, la transmission ou la modification non autorisée des données de la GCP. Les données de la GCP sont transmises exclusivement sous forme codée;

b \* contrôle des accès et des modifications: les modifications des données de la GCP et les accès en lecture à ces données sont consignés et contrôlés;

c \* disponibilité: les contrats conclus avec l'exploitante de la GCP prévoient une sauvegarde régulière des données. Ils garantissent que la GCP est constamment disponible et que sa disponibilité est rapidement rétablie après une défaillance.

<sup>3</sup> L'ICI insère et supprime, sur demande écrite des personnes concernées, les mentions de blocage dans la GCP (art. 10, al. 1 LReg). \*

<sup>4</sup> La responsabilité des données de la GCP appartient à l'ICI. Le numéro GCP ne peut être tenu que par les registres qui peuvent accéder à la GCP. \*

<sup>5</sup> L'ICI exploite un centre de clearing à la fois pour la GCP et pour la plateforme GERES. Elle exploite le centre de clearing pour la plateforme GERES sur mandat et sous la responsabilité de l'OIO. \*

**Art. 21** *Formes et coût de l'utilisation* \*

<sup>1</sup> L'utilisation de la GCP est automatisée via le réseau de communications longues distances et avec une interface entre l'application de gestion de registre et la GCP, ou interactive via le réseau de communications longues distances avec un logiciel mis à disposition par l'ICI. \*

<sup>2</sup> L'utilisation de la GCP est en principe gratuite. L'ICI peut facturer les charges correspondant à des prestations particulières. \*

## 4 Tâches de l'OIO

### 4.1 Généralités

**Art. 22** *Compétences générales*

<sup>1</sup> L'OIO accomplit, si nécessaire en collaboration avec d'autres services de l'administration cantonale, les tâches du canton qui découlent de la LReg et de ses dispositions d'exécution lorsque ces textes législatifs ou d'autres n'en disposent pas autrement. Ses compétences consistent en particulier à

- a assurer, conformément à l'article 9 LHR, la coordination, l'application des mesures d'harmonisation et le contrôle de qualité s'y rapportant,
- b \* exploiter la plateforme GERES,
- c \* gérer les droits d'accès de cette application,
- d–e \* ...
- f \* supprimer les données sur la plateforme GERES conformément à la LReg,
- g \* transférer, conformément à la législation fédérale et à la législation spéciale, les données de la plateforme GERES aux services habilités,
- h \* ...

**Art. 22a** \* *Communication de données*

<sup>1</sup> L'OIO peut, au cas par cas, communiquer à des autorités des données de la plateforme GERES dans le cadre des articles 10 ou 15 de la loi du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD)<sup>14)</sup>. \*

---

<sup>14)</sup> RSB 152.04

<sup>2</sup> Il peut communiquer régulièrement

- a* aux organisations chargées par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale de mener des programmes de dépistage du cancer du sein réalisé par mammographie: les données nécessaires pour contacter les femmes du groupe d'âge concerné,
- b* à l'Office de la sécurité civile, du sport et des affaires militaires: des adresses d'enfants afin de les informer sur les programmes de promotion du sport et de la santé.

**Art. 23** *Sécurité de l'information et protection des données \**

<sup>1</sup> L'OIO est responsable de la sécurité de l'information et de la protection des données dans le domaine de la plate-forme GERES et du réseau longues distances. \*

<sup>2</sup> Il prend des mesures techniques et organisationnelles pour garantir notamment les points suivants:

- a \** protection contre les accès et les modifications: une authentification sécurisée des personnes et services habilités ainsi qu'une description détaillée de leurs droits de lecture et d'écriture respectifs empêchent la consultation, la communication, la transmission ou la modification non autorisée des données de la plate-forme GERES. Les données de la plate-forme GERES sont transmises exclusivement sous forme codée;
- b \** contrôle des accès et des modifications: toutes les modifications de données sur la plate-forme GERES de même que tout accès en lecture présentant un risque élevé d'abus sont enregistrés et vérifiés par sondage au minimum tous les trois mois quant à leur régularité. Les enregistrements sont conservés pendant six mois;
- c \** disponibilité: les contrats conclus avec l'exploitante de la plate-forme GERES prévoient une sauvegarde régulière des données. Ils garantissent que la plate-forme GERES est constamment disponible et que sa disponibilité est rapidement rétablie après une défaillance;
- d \** audits: la mise en œuvre des mesures visant la sécurité de l'information et la protection des données est régulièrement vérifiée par des tiers.

<sup>3</sup> Il définit les mesures à adopter en se fondant sur une analyse de risques réalisée conformément au niveau de la technique et aux normes éprouvées.

<sup>4</sup> Pour mettre en œuvre ces mesures, il édicte des instructions, arrête des décisions ou conclut des contrats.

<sup>5</sup> Il veille à ce que les utilisateurs et utilisatrices de la plate-forme GERES bénéficient d'une formation appropriée. \*

**Art. 24** *Instructions spéciales*

<sup>1</sup> L'OIO édicte les instructions spéciales qui sont nécessaires à l'harmonisation des registres cantonaux.

<sup>2</sup> Il fixe les exigences requises pour le traitement des données sur la plate-forme GERES. \*

<sup>3</sup> Il définit la spécification des interfaces pour la plate-forme GERES et désigne les versions de cette spécification qui sont autorisées pour le transfert des données sur la plate-forme GERES (art. 27).

<sup>4</sup> Il se réfère, pour la mise en œuvre du présent article, aux consignes de la Confédération, au progrès technique et aux normes en vigueur aux plans technique et professionnel.

<sup>5</sup> Il rend les instructions au sens du présent article accessibles sur internet.

#### *4.2 Certification des interfaces des logiciels de gestion de registre des communes*

**Art. 25** *Principe*

<sup>1</sup> L'OIO examine et certifie, sur requête écrite, des interfaces logicielles pour le transfert de données sur la plate-forme GERES.

<sup>2</sup> Les requérants et requérantes sont tenus de coopérer à l'examen.

<sup>3</sup> La certification atteste que la version de l'interface qui a fait l'objet de l'examen est appropriée et autorisée pour le transfert des données sur la plate-forme GERES.

**Art. 26** *Qualité pour requérir*

<sup>1</sup> A qualité pour requérir quiconque peut prouver

- a qu'il veut développer une interface entre la plate-forme GERES et un logiciel de gestion de registre de la commune commercialisé dans le canton ou dont la commercialisation est en vue, et
- b qu'il est habilité et en mesure de faire des copies et de modifier le logiciel d'interface et le logiciel de gestion de registre de la commune qui en fait partie dans les limites où cela est nécessaire pour remplir les conditions relatives à l'interface et pour obtenir la certification (ayant droit).

**Art. 27** *Interfaces autorisées*

<sup>1</sup> Sont autorisées pour le transfert des données sur la plate-forme GERES les interfaces qui répondent correctement et totalement à l'une des spécifications suivantes:

- a \* normes de l'Association eCH «eCH-0011 Données des habitants», «eCH-0020 Liste d'évènements liés au Contrôle de l'habitant», «eCH-0021 Données supplémentaires de personnes» et «eCH-0045 Données registre électoral» ou
- b spécification d'interface pour la plate-forme GERES dans l'une des versions qui sont désignées comme étant autorisées sur le site internet de l'OIO.

**Art. 28** *Charges*

<sup>1</sup> La certification est délivrée assortie de la charge, pour les ayants droit, d'informer immédiatement l'OIO en lui communiquant le numéro de version concernée, lorsque

- a le logiciel d'interface ou le logiciel de gestion de registre de la commune qui en fait partie subit une modification fonctionnelle dont il n'est pas à exclure qu'elle ait des répercussions sur la fonction du logiciel d'interface ayant été examinée dans le cadre de la certification,
- b les droits sur le logiciel d'interface ou sur le logiciel de gestion de registre de la commune qui en fait partie passent à des tiers,

et de lui indiquer dans quelle mesure ces changements interviennent.

<sup>2</sup> L'OIO peut assortir la certification d'autres charges.

**Art. 29** *Retrait et expiration*

<sup>1</sup> L'OIO peut à tout moment retirer la certification, notamment en cas de

- a modification des bases effectives, juridiques ou techniques de la certification,
- b violation des charges de certification.

<sup>2</sup> La certification expire d'emblée lorsque la version de la spécification du logiciel mise en oeuvre par la version de l'interface examinée n'est plus habilitée pour le transfert des données sur la plate-forme GERES.

**Art. 30** *Coût*

<sup>1</sup> La certification est en principe gratuite.

<sup>2</sup> Les requérants et requérantes assument leurs propres frais.

<sup>3</sup> L'OIO peut percevoir des émoluments fixés en fonction du temps selon l'article 8 de l'ordonnance du 22 février 1995 fixant les émoluments de l'administration cantonale (ordonnance sur les émoluments; OEmo)<sup>15)</sup> si l'octroi ou le retrait de la certification lui cause des frais particuliers que les requérants doivent assumer, notamment pour cause d'insuffisance de coopération.

### 4.3 Décisions

#### Art. 31

<sup>1</sup> L'OIO fixe ou constate par voie de décision, notamment : \*

- a la date des transferts de données (art. 6), après consultation informelle de la commune,
- b l'aboutissement du transfert définitif des données,
- c \* les conditions d'accès au réseau longues distances (art. 10, al. 2),
- d le droit des communes à rémunération (art. 11),
- e \* ...
- f \* la mise en œuvre des mesures visant la sécurité de l'information et la protection des données (art. 23, al. 4),
- g le refus d'octroyer ou le retrait de la certification de l'interface logicielle (art. 25 et 29),
- h l'octroi de la certification de l'interface logicielle assorti de charges supplémentaires (art. 28, al. 2).

## 5 Dispositions transitoires et dispositions finales

**Art. 32–35 \*** ...

#### Art. 36 *Modification d'actes législatifs*

<sup>1</sup> Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Ordonnance du 18 juin 1986 sur l'établissement et le séjour des Suisses (OES):<sup>16)</sup>
2. Ordonnance du 19 juillet 1972 concernant l'établissement et le séjour des étrangers:<sup>17)</sup>
3. Ordonnance du 10 décembre 1980 concernant le registre des électeurs (ORE):<sup>18)</sup>

<sup>15)</sup> RSB 154.21

<sup>16)</sup> RSB 122.161

<sup>17)</sup> Abrogée par O du 14. 10. 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (OILFAE); RSB 122.201

<sup>18)</sup> RSB 141.113

4. Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des finances (Ordonnance d'organisation FIN, OO FIN):<sup>19)</sup>
5. Ordonnance du 19 octobre 1994 concernant les indemnités versées aux communes pour la tenue des registres ecclésiastiques:<sup>20)</sup>

**Art. 37** *Abrogation d'un acte législatif*

<sup>1</sup> L'ordonnance du 14 décembre 2005 sur l'harmonisation des données avec les systèmes d'informations financières (ordonnance sur l'harmonisation des données financières, OHDF; RSB 152.041.2) est abrogée.

**Art. 38** *Entrée en vigueur*

<sup>1</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2008.

**T1 Dispositions transitoires de la modification du 30.06.2010 \***

**Art. T1-1 \***

<sup>1</sup> Le droit de l'Office de la population et des migrations d'accéder aux caractères des chiffres 1.6.1 à 1.6.10 de l'annexe 1 de l'OReg ne s'applique qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

<sup>2</sup> Les communes mettent en œuvre l'article 14, lettre h de l'ordonnance concernant le registre des électeurs jusqu'au 30 novembre 2011 au plus tard.

Berne, le 12 mars 2008

Au nom du Conseil-exécutif,  
le président: Gasche  
le chancelier: Nuspliger

*Le Département fédéral de l'intérieur a pris acte de la présente ordonnance le 8 mai 2008.*

---

<sup>19)</sup> RSB 152.221.171

<sup>20)</sup> RSB 415.11

Tableau des modifications par date de décision

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Référence ROB
12.03.2008	01.06.2008	Texte législatif	première version	08-40
01.07.2009	01.10.2009	Art. 10 al. 2, a	modifié	09-81
01.07.2009	01.10.2009	Titre 2.4	modifié	09-81
01.07.2009	01.10.2009	Art. 14a	introduit	09-81
01.07.2009	01.10.2009	Art. 15	titre modifié	09-81
01.07.2009	01.10.2009	Art. 15 al. 1	modifié	09-81
01.07.2009	01.10.2009	Art. 18 al. 1, a	abrogé	09-81
01.07.2009	01.10.2009	Art. 18 al. 2, h	introduit	09-81
01.07.2009	01.10.2009	Art. 34 al. 1	modifié	09-81
01.07.2009	01.10.2009	Art. 34 al. 3	modifié	09-81
01.07.2009	01.10.2009	Art. 34 al. 5	introduit	09-81
01.07.2009	01.10.2009	Annexe 2	Contenu modifié	09-81
30.06.2010	01.09.2010	Art. 6 al. 2	modifié	10-60
30.06.2010	01.09.2010	Art. 7 al. 2	modifié	10-60
30.06.2010	01.09.2010	Art. 14	modifié	10-60
30.06.2010	01.09.2010	Art. 27 al. 1, a	modifié	10-60
30.06.2010	01.09.2010	Titre T1	introduit	10-60
30.06.2010	01.09.2010	Art. T1-1	introduit	10-60
26.10.2011	01.01.2012	Art. 14 al. 1, k	introduit	11-120
26.10.2011	01.01.2012	Art. 14 al. 1, l	introduit	11-120
26.10.2011	01.01.2012	Art. 14 al. 1, m	introduit	11-120
26.10.2011	01.01.2012	Art. 18 al. 1	modifié	11-120
26.10.2011	01.01.2012	Art. 18 al. 2, d	modifié	11-120
26.10.2011	01.01.2012	Art. 18 al. 2, g	abrogé	11-120
26.10.2011	01.01.2012	Art. 14 al. 1, k	modifié	11-129
26.10.2011	01.01.2012	Art. 18 al. 2, d	modifié	11-129
24.10.2012	01.01.2013	Art. 1 al. 1, h	modifié	12-96
24.10.2012	01.01.2013	Art. 14 al. 1, c	modifié	12-96
24.10.2012	01.01.2013	Art. 14 al. 1, e	modifié	12-96
24.10.2012	01.01.2013	Art. 14 al. 1, n	introduit	12-96
24.10.2012	01.01.2013	Art. 14 al. 1, o	introduit	12-96
24.10.2012	01.01.2013	Art. 14 al. 1, p	introduit	12-96
24.10.2012	01.01.2013	Art. 22a	introduit	12-96
24.10.2012	01.01.2013	Annexe 2	Contenu modifié	12-96
29.10.2014	01.01.2015	Art. 14 al. 1, d	modifié	14-99
29.10.2014	01.01.2015	Art. 14 al. 1, f	modifié	14-99
29.10.2014	01.01.2015	Art. 14 al. 1, q	introduit	14-99
29.10.2014	01.01.2015	Art. 14 al. 1, r	introduit	14-99
29.10.2014	01.01.2015	Art. 14 al. 1, s	introduit	14-99
29.10.2014	01.01.2015	Art. 14 al. 1, t	introduit	14-99
29.10.2014	01.01.2015	Art. 14 al. 1, u	introduit	14-99

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Référence ROB
29.10.2014	01.01.2015	Art. 14 al. 1, v	introduit	14-99
29.10.2014	01.01.2015	Art. 18 al. 2, e	abrogé	14-99
29.10.2014	01.01.2015	Annexe 1	Contenu modifié	14-99
29.10.2014	01.01.2015	Annexe 3	Contenu modifié	14-99
09.12.2015	01.02.2016	Art. 1 al. 1, a	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 1 al. 1, i	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 1 al. 1, k	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 2 al. 2	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 2 al. 3	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 3 al. 4	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 4 al. 1	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 4 al. 1, b	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 4 al. 3	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 4 al. 5	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 7 al. 2, a	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 8 al. 1	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 10	titre modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 10 al. 1	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 10 al. 2	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 10 al. 2, a	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 13	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, a	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, b	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, b, 1.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, b, 2.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, c	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, c, 1.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, c, 2.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, c, 3.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, c, 4.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, c, 5.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, c, 6.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, d	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, d, 1.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, d, 2.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, d, 3.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, d, 4.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, d, 5.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, d, 6.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, d, 7.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, e	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, e, 1.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, e, 2.	introduit	16-001

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Référence ROB
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, e, 3.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, e, 4.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, e, 5.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, f	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, g	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, g, 1.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, g, 2.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, g, 3.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, h	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, h, 1.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, h, 2.	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, i	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, k	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, l	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, m	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, n	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, o	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, p	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, q	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, r	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, s	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, t	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, u	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 1, v	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 2	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 2, a	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 2, b	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 2, c	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 14 al. 3	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 17	titre modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 17 al. 1	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 17 al. 1, a	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 17 al. 1, b	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 17 al. 1, c	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 17 al. 1, d	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 17 al. 2	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 17 al. 2, a	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 17 al. 2, b	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18	titre modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 1	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 1, b	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 1, c	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 1, d	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 2	modifié	16-001

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Référence ROB
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 2, a	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 2, b	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 2, c	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 2, d	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 2, e1	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 2, f	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 2, g1	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 2, h	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 2, i	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 2, k	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 3	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 3, a	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 3, b	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 3, c	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 3, d	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 3, e	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 18 al. 3, f	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 19	titre modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 19 al. 1	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 19 al. 1, a	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 19 al. 1, b	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 19 al. 1, c	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 19 al. 2	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 19 al. 2, a	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 19 al. 2, b	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 19 al. 3	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 19 al. 4	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 20	titre modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 20 al. 1	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 20 al. 1, a	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 20 al. 1, b	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 20 al. 2	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 20 al. 2, a	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 20 al. 2, b	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 20 al. 2, c	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 20 al. 3	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 20 al. 4	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 20 al. 5	introduit	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 21	titre modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 21 al. 1	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 21 al. 1, a	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 21 al. 1, b	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 21 al. 2	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 22 al. 1, b	modifié	16-001

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Référence ROB
09.12.2015	01.02.2016	Art. 22 al. 1, c	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 22 al. 1, d	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 22 al. 1, e	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 22 al. 1, f	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 22 al. 1, g	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 22 al. 1, h	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 22a al. 1	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 23 al. 1	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 23 al. 2, a	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 23 al. 2, b	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 23 al. 2, c	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 23 al. 5	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 24 al. 2	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 31 al. 1	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 31 al. 1, c	modifié	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 31 al. 1, e	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 32	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 33	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 34	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Art. 35	abrogé	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Annexe 1	Titre et contenu modifiés	16-001
09.12.2015	01.02.2016	Annexe 3	Titre et contenu modifiés	16-001
08.06.2016	01.08.2016	Art. 14 al. 1, e, 2.	modifié	16-042
08.06.2016	01.08.2016	Annexe 1	Contenu modifié	16-042
22.08.2018	01.12.2018	Art. 14 al. 1	modifié	18-060
22.08.2018	01.12.2018	Art. 14 al. 1, e	modifié	18-060
22.08.2018	01.12.2018	Art. 14 al. 1, e, 2.	modifié	18-060
24.04.2019	01.01.2020	Annexe 1	Contenu modifié	19-033
20.11.2019	01.01.2020	Art. 10 al. 2, c	modifié	19-080
20.11.2019	01.01.2020	Art. 20	titre modifié	19-080
20.11.2019	01.01.2020	Art. 20 al. 1	modifié	19-080
20.11.2019	01.01.2020	Art. 23	titre modifié	19-080
20.11.2019	01.01.2020	Art. 23 al. 1	modifié	19-080
20.11.2019	01.01.2020	Art. 23 al. 2, d	modifié	19-080
20.11.2019	01.01.2020	Art. 31 al. 1, f	modifié	19-080

Tableau des modifications par disposition

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Référence ROB
Texte législatif	12.03.2008	01.06.2008	première version	08-40
Art. 1 al. 1, a	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 1 al. 1, h	24.10.2012	01.01.2013	modifié	12-96
Art. 1 al. 1, i	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 1 al. 1, k	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 2 al. 2	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 2 al. 3	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 3 al. 4	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 4 al. 1	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 4 al. 1, b	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 4 al. 3	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 4 al. 5	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 6 al. 2	30.06.2010	01.09.2010	modifié	10-60
Art. 7 al. 2	30.06.2010	01.09.2010	modifié	10-60
Art. 7 al. 2, a	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 8 al. 1	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 10	09.12.2015	01.02.2016	titre modifié	16-001
Art. 10 al. 1	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 10 al. 2	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 10 al. 2, a	01.07.2009	01.10.2009	modifié	09-81
Art. 10 al. 2, a	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 10 al. 2, c	20.11.2019	01.01.2020	modifié	19-080
Art. 13	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14	30.06.2010	01.09.2010	modifié	10-60
Art. 14 al. 1	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 1	22.08.2018	01.12.2018	modifié	18-060
Art. 14 al. 1, a	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 1, b	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 1, b, 1.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, b, 2.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, c	24.10.2012	01.01.2013	modifié	12-96
Art. 14 al. 1, c	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 1, c, 1.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, c, 2.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, c, 3.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, c, 4.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, c, 5.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, c, 6.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, d	29.10.2014	01.01.2015	modifié	14-99
Art. 14 al. 1, d	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 1, d, 1.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Référence ROB
Art. 14 al. 1, d, 2.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, d, 3.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, d, 4.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, d, 5.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, d, 6.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, d, 7.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, e	24.10.2012	01.01.2013	modifié	12-96
Art. 14 al. 1, e	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 1, e	22.08.2018	01.12.2018	modifié	18-060
Art. 14 al. 1, e, 1.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, e, 2.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, e, 2.	08.06.2016	01.08.2016	modifié	16-042
Art. 14 al. 1, e, 2.	22.08.2018	01.12.2018	modifié	18-060
Art. 14 al. 1, e, 3.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, e, 4.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, e, 5.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, f	29.10.2014	01.01.2015	modifié	14-99
Art. 14 al. 1, f	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 1, g	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 1, g, 1.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, g, 2.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, g, 3.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, h	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 1, h, 1.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, h, 2.	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 1, i	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, k	26.10.2011	01.01.2012	introduit	11-120
Art. 14 al. 1, k	26.10.2011	01.01.2012	modifié	11-129
Art. 14 al. 1, k	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, l	26.10.2011	01.01.2012	introduit	11-120
Art. 14 al. 1, l	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, m	26.10.2011	01.01.2012	introduit	11-120
Art. 14 al. 1, m	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, n	24.10.2012	01.01.2013	introduit	12-96
Art. 14 al. 1, n	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, o	24.10.2012	01.01.2013	introduit	12-96
Art. 14 al. 1, o	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, p	24.10.2012	01.01.2013	introduit	12-96
Art. 14 al. 1, p	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, q	29.10.2014	01.01.2015	introduit	14-99
Art. 14 al. 1, q	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, r	29.10.2014	01.01.2015	introduit	14-99
Art. 14 al. 1, r	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, s	29.10.2014	01.01.2015	introduit	14-99

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Référence ROB
Art. 14 al. 1, s	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, t	29.10.2014	01.01.2015	introduit	14-99
Art. 14 al. 1, t	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, u	29.10.2014	01.01.2015	introduit	14-99
Art. 14 al. 1, u	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 1, v	29.10.2014	01.01.2015	introduit	14-99
Art. 14 al. 1, v	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 14 al. 2	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 2, a	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 2, b	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 14 al. 2, c	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 14 al. 3	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Titre 2.4	01.07.2009	01.10.2009	modifié	09-81
Art. 14a	01.07.2009	01.10.2009	introduit	09-81
Art. 15	01.07.2009	01.10.2009	titre modifié	09-81
Art. 15 al. 1	01.07.2009	01.10.2009	modifié	09-81
Art. 17	09.12.2015	01.02.2016	titre modifié	16-001
Art. 17 al. 1	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 17 al. 1, a	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 17 al. 1, b	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 17 al. 1, c	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 17 al. 1, d	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 17 al. 2	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 17 al. 2, a	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 17 al. 2, b	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 18	09.12.2015	01.02.2016	titre modifié	16-001
Art. 18 al. 1	26.10.2011	01.01.2012	modifié	11-120
Art. 18 al. 1	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 18 al. 1, a	01.07.2009	01.10.2009	abrogé	09-81
Art. 18 al. 1, b	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 18 al. 1, c	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 18 al. 1, d	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 18 al. 2	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 18 al. 2, a	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 18 al. 2, b	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 18 al. 2, c	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 18 al. 2, d	26.10.2011	01.01.2012	modifié	11-120
Art. 18 al. 2, d	26.10.2011	01.01.2012	modifié	11-129
Art. 18 al. 2, d	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 18 al. 2, e	29.10.2014	01.01.2015	abrogé	14-99
Art. 18 al. 2, e1	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 18 al. 2, f	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 18 al. 2, g	26.10.2011	01.01.2012	abrogé	11-120
Art. 18 al. 2, g1	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Référence ROB
Art. 18 al. 2, h	01.07.2009	01.10.2009	introduit	09-81
Art. 18 al. 2, h	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 18 al. 2, i	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 18 al. 2, k	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 18 al. 3	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 18 al. 3, a	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 18 al. 3, b	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 18 al. 3, c	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 18 al. 3, d	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 18 al. 3, e	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 18 al. 3, f	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 19	09.12.2015	01.02.2016	titre modifié	16-001
Art. 19 al. 1	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 19 al. 1, a	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 19 al. 1, b	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 19 al. 1, c	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 19 al. 2	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 19 al. 2, a	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 19 al. 2, b	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 19 al. 3	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 19 al. 4	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 20	09.12.2015	01.02.2016	titre modifié	16-001
Art. 20	20.11.2019	01.01.2020	titre modifié	19-080
Art. 20 al. 1	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 20 al. 1	20.11.2019	01.01.2020	modifié	19-080
Art. 20 al. 1, a	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 20 al. 1, b	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 20 al. 2	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 20 al. 2, a	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 20 al. 2, b	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 20 al. 2, c	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 20 al. 3	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 20 al. 4	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 20 al. 5	09.12.2015	01.02.2016	introduit	16-001
Art. 21	09.12.2015	01.02.2016	titre modifié	16-001
Art. 21 al. 1	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 21 al. 1, a	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 21 al. 1, b	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 21 al. 2	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 22 al. 1, b	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 22 al. 1, c	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 22 al. 1, d	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 22 al. 1, e	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 22 al. 1, f	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Référence ROB
Art. 22 al. 1, g	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 22 al. 1, h	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 22a	24.10.2012	01.01.2013	introduit	12-96
Art. 22a al. 1	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 23	20.11.2019	01.01.2020	titre modifié	19-080
Art. 23 al. 1	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 23 al. 1	20.11.2019	01.01.2020	modifié	19-080
Art. 23 al. 2, a	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 23 al. 2, b	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 23 al. 2, c	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 23 al. 2, d	20.11.2019	01.01.2020	modifié	19-080
Art. 23 al. 5	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 24 al. 2	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 27 al. 1, a	30.06.2010	01.09.2010	modifié	10-60
Art. 31 al. 1	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 31 al. 1, c	09.12.2015	01.02.2016	modifié	16-001
Art. 31 al. 1, e	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 31 al. 1, f	20.11.2019	01.01.2020	modifié	19-080
Art. 32	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 33	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 34	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Art. 34 al. 1	01.07.2009	01.10.2009	modifié	09-81
Art. 34 al. 3	01.07.2009	01.10.2009	modifié	09-81
Art. 34 al. 5	01.07.2009	01.10.2009	introduit	09-81
Art. 35	09.12.2015	01.02.2016	abrogé	16-001
Titre T1	30.06.2010	01.09.2010	introduit	10-60
Art. T1-1	30.06.2010	01.09.2010	introduit	10-60
Annexe 1	29.10.2014	01.01.2015	Contenu modifié	14-99
Annexe 1	09.12.2015	01.02.2016	Titre et contenu modifiés	16-001
Annexe 1	08.06.2016	01.08.2016	Contenu modifié	16-042
Annexe 1	24.04.2019	01.01.2020	Contenu modifié	19-033
Annexe 2	01.07.2009	01.10.2009	Contenu modifié	09-81
Annexe 2	24.10.2012	01.01.2013	Contenu modifié	12-96
Annexe 3	29.10.2014	01.01.2015	Contenu modifié	14-99
Annexe 3	09.12.2015	01.02.2016	Titre et contenu modifiés	16-001